



DU BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES CANADA (BSIF)

Pilier

Nomination d'une nouvelle surintendante

L'honorable Jim Flaherty, ministre des Finances, a annoncé le 4 juillet 2007 la nomination de Julie Dickson au poste de surintendante des institutions financières pour un mandat de sept ans.

Je suis ravi que madame Dickson ait accepté d'assumer cette fonction qui consiste à promouvoir la stabilité et la solidité du système financier du Canada, dans l'intérêt de l'ensemble des Canadiens et des Canadiens, a déclaré le ministre Flaherty.

Madame Dickson, qui a récemment assumé les fonctions de surintendant adjoint, puis de surintendant intérimaire, a acquis plus de 25 années d'expérience du domaine des services financiers dans les secteurs public et privé. Elle a travaillé pendant 15 ans au ministère des Finances, surtout dans des domaines liés à la politique du secteur financier.

Julie Dickson s'est jointe au BSIF en avril 1999, et a exercé les fonctions de surintendant auxiliaire du Secteur de la réglementation du 1^{er} janvier 2000 à juin 2006. Elle a été nommée au poste de surintendant adjoint en juin 2006, puis à celui de surintendant intérimaire en octobre 2006.



Julie Dickson,
surintendante

Je me réjouis d'avoir la possibilité de joindre mes efforts à ceux de mes prédécesseurs et de contribuer à la sûreté et à la solidité du système financier du Canada, qui continue d'avoir toute la confiance des Canadiens et des Canadiens, a-t-elle déclaré.

Événements survenus récemment sur les marchés financiers

Les événements qui se sont produits sur les marchés mondiaux du crédit au cours des derniers mois ont alimenté bien des discussions au Canada et sur la scène internationale. La hausse des taux de défauts de remboursement des prêts hypothécaires à taux supérieur aux États-Unis a signalé le début des troubles qui ont affligé les marchés financiers. La situation s'est empirée lorsque, à l'échelle mondiale, les investisseurs ont commencé à s'inquiéter des pertes qu'ils pourraient subir dans un climat d'incertitude quant aux types de prêts qui sous-tendaient les actifs qu'ils avaient achetés, tel que le papier commercial adossé à des actifs (PCAA). Par conséquent, le marché des PCAA est devenu très illiquide et de nombreux programmes de PCAA ont eu de la difficulté à les vendre à des investisseurs.

La situation du Canada était unique en raison de l'importance d'un type de concours de trésorerie en particulier. Alors qu'un peu partout au monde les banques fournissent fréquemment des concours de trésorerie aux programmes de PCAA, les conditions en vertu desquelles elles les fournissent peuvent varier. Sur ce point, en règle générale, les banques offraient deux types de concours de trésorerie, soit les concours de trésorerie pour désorganisation générale des marchés (qui ne sont associés à aucune exigence de fonds propres en vertu des exigences internationales de Bâle) et les concours de trésorerie qui sont utilisés lorsqu'un programme donné a de la difficulté à rééchelonner son papier commercial, dits « de style international », qui comportent un facteur de conversion en équivalent crédit de 10 % en vertu des exigences de Bâle.

Suite à la page 2

Suite de la page 1 – Les banques canadiennes offraient ces deux types de concours de trésorerie. Or, au Canada, les concours de trésorerie pour désorganisation des marchés représentaient la majorité. Les grandes banques canadiennes ont annoncé récemment qu’elles convertiraient tous leurs concours de trésorerie pour désorganisation générale des marchés en concours de trésorerie de style international. Le BSIF est d’avis qu’il s’agit-là d’une mesure souhaitable, surtout compte tenu du fait que les événements survenus récemment ont montré que les risques auxquels les banques sont exposées à l’égard des concours de trésorerie pour désorganisation générale des marchés sont sensiblement les mêmes que ceux qui découlent des concours de trésorerie de style international. Il convient de souligner également qu’en vertu de l’Accord de Bâle II, un facteur de conversion en équivalent crédit de 20 % au minimum s’appliquera à ce type de concours à compter de 2008.

Le système bancaire du Canada est bien capitalisé et n’a pas été sensiblement touché par les événements des derniers mois. Néanmoins, le BSIF se penchera, de concert avec les autres organismes de réglementation canadiens et étrangers, sur les leçons qu’il est possible d’en tirer pour l’avenir.

Partie XIII de la *Loi sur les sociétés d’assurances*

En mai 2007, le BSIF a fait parvenir une lettre aux membres de l’industrie de l’assurance dans laquelle il décrivait les mesures qu’il se propose de prendre afin de mettre en œuvre les modifications relatives à la partie XIII de la *Loi sur les sociétés d’assurances* qui sont contenues dans la *Loi modifiant la législation régissant les institutions financières et comportant des mesures connexes et corrélatives*, L.C. 2007, ch. 6. Ces modifications précisent la portée de la réglementation concernant les succursales canadiennes de sociétés d’assurances étrangères. Le BSIF a recommandé au ministère des Finances que les modifications prennent effet le 1^{er} janvier 2009.

Après l’entrée en vigueur des modifications apportées à la partie XIII, les risques situés au Canada mais garantis à l’étranger par des sociétés étrangères ne seront plus assujettis aux exigences de la partie XIII (ce qui comprend les exigences en matière de dépôt d’états annuels et de placement d’éléments d’actif en fiducie) et les risques situés à l’étranger mais garantis au Canada deviendront assujettis aux exigences de la partie XIII. Afin de faciliter aux sociétés étrangères et à lui-même la transition vers cette mise en œuvre, en ce qui concerne le premier scénario ci-dessus, le BSIF présumera que tous les risques inscrits aux livres d’une succursale en date du 1^{er} janvier 2009 auront été garantis au Canada et seront donc assujettis aux exigences de la partie XIII, à moins que la société étrangère ne prouve au BSIF – ou que le BSIF n’aboutisse à la conclusion – qu’une partie ou la totalité de ces risques auront été garantis à l’étranger.

Quant au deuxième scénario, le BSIF s’attend à ce que les sociétés étrangères fassent tout leur possible, dans un délai raisonnable suivant l’entrée en vigueur des modifications, pour recenser tous les risques situés à l’étranger qui auront été garantis au Canada avant le 1^{er} janvier 2009, et pour répondre aux exigences de la partie XIII qui s’appliquent à ces risques. Cette démarche est conforme à la *Loi sur les liquidations et les restructurations* et à la nature des précisions apportées à la partie XIII. Après l’entrée en vigueur des modifications, il se peut que certaines sociétés étrangères disposent d’un surplus d’éléments d’actif en fiducie par rapport aux risques qu’elles auront garantis au Canada. Les sociétés étrangères seront en mesure de demander la libération des éléments d’actif détenus en fiducie à l’égard des risques dont elles auront prouvé au BSIF qu’ils ont été garantis à l’étranger, à condition qu’elles fassent la preuve que, au terme de la libération, elles détiendront suffisamment d’éléments d’actif en fiducie au Canada pour couvrir tous les risques qu’elles auront garantis au Canada, et ce, peu importe où ces risques sont situés.

Afin d’aider les sociétés étrangères à déterminer où un risque est garanti, le BSIF publiera prochainement la version définitive de son préavis intitulé « Garantir au Canada des risques ». Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour toute question au sujet de la teneur de ladite lettre, veuillez communiquer avec Philippe Sarrazin, directeur, Division des mesures législatives et stratégiques, en lui faisant parvenir un courriel à l’adresse philippe.sarrazin@osfi-bsif.gc.ca.

On trouvera la version intégrale de ce document sur le site Web du BSIF, au www.osfi-bsif.gc.ca

La surintendante annonce une nouvelle nomination à la haute direction

Le 8 août 2007, la surintendante des institutions financières, Julie Dickson, a annoncé la nomination de Bob Hanna au poste de surintendant auxiliaire du Secteur de la réglementation.

M. Hanna assurait l’intérim de ce poste depuis octobre 2006 en remplacement de M^{me} Dickson, qui venait d’être nommée surintendante intérimaire. La nomination de M^{me} Dickson au poste de surintendante a été annoncée par la suite en juillet 2007. Le Secteur de la réglementation du BSIF est chargé de contribuer à la sûreté et à la solidité du système financier en évaluant les risques qui pèsent sur le système et en favorisant de saines pratiques financières et commerciales.

On trouvera la version intégrale de ce communiqué sur le site Web du BSIF, au www.osfi-bsif.gc.ca

Lieu de conservation et de traitement de l'information et des données

À la suite de l'examen de la législation régissant les institutions financières fédérales mené tous les cinq ans par le gouvernement du Canada, diverses dispositions de la *Loi modifiant la législation régissant les institutions financières et comportant des mesures connexes et corrélatives*, L.C. 2007, ch. 6 (ancien projet de loi C-37) sont entrées en vigueur le 20 avril 2007.

La nouvelle loi n'oblige plus les entités fédérales à obtenir l'approbation du surintendant (ci-après appelée « arrêté concernant le traitement des données ») pour conserver et traiter à l'extérieur du Canada de l'information ou des données relatives à la préparation et à la tenue de certains livres de la société, livres comptables et dossiers sur les clients. Toutefois, le surintendant a le pouvoir d'ordonner à une entité de ne pas conserver ni traiter de l'information ou des données à l'étranger, ou de conserver et traiter l'information ou les données au Canada, s'il juge que la conservation ou le traitement de l'information ou des données à l'extérieur du Canada empêche le BSIF d'assumer pleinement ses responsabilités. Aucune modification n'a été apportée aux exigences législatives quant à certains livres de la société, livres comptables et dossiers sur les clients que les institutions financières doivent conserver au Canada.

En ce qui concerne les modalités des arrêtés concernant le traitement des données émis avant le 20 avril 2007 et les engagements pris en compte dans le cadre de l'émission de ces arrêtés, même si l'abrogation des exigences d'approbation dispense les entités fédérales et leurs fournisseurs de services de se conformer à ces modalités, conditions et engagements, le BSIF s'attend à ce que les entités fédérales s'assurent que le traitement des données importantes effectué à l'extérieur du Canada soit conforme aux attentes en matière de gestion des risques énoncées dans la ligne directrice B-10, *Impartition d'activités, de fonctions et de méthodes commerciales*.

Au cours des prochains mois, la ligne directrice B-10 sera examinée et révisée afin de tenir compte de l'abrogation des restrictions concernant le traitement de l'information et des données à l'extérieur du Canada. Entre-temps, le BSIF s'attend à ce que les entités fédérales continuent de prendre les mesures nécessaires pour lui permettre d'accéder aux données et à l'information concernant la préparation et la tenue de certains livres de la société, livres comptables et dossiers sur les clients qui sont conservés ou traités à l'extérieur du Canada. Le BSIF consultera les intervenants de l'industrie si d'autres changements importants sont proposés par suite de cet examen.

Prière d'adresser les questions au sujet de la présente à Emiel van der Velden à emiel.vandervelden@osfi-bsif.gc.ca.

On trouvera la version intégrale de ce document sur le site Web du BSIF, au www.osfi-bsif.gc.ca

Précisions — Instruments novateurs de catégorie 1 et autres fonds propres

Le BSIF a diffusé une version modifiée de son Préavis donnant des précisions sur le régime applicable aux instruments novateurs de catégorie 1 et autres questions liées aux fonds propres paru en décembre 2006.

Les modifications portent sur quatre grandes sections.

Certaines conditions de la section 5 ont été modifiées pour inclure d'autres détails sur l'inclusion limitée des créances subordonnées émises par des entités de financement non consolidées dans les fonds propres de catégorie 2B :

- la condition 3, qui traite du degré de subordination de l'instrument de financement externe en cas de liquidation et fournit des consignes sur le terme à courir des instruments inter-sociétés connexes;
- la condition 7, qui exige la clarté des notes afférentes aux états financiers consolidés en ce qui touche la subordination, en cas de liquidation, d'un instrument inscrit au bilan de l'entité fédérale;
- la condition 10, qui fournit des consignes sur le niveau admissible d'actifs qui peuvent être détenus par l'entité de financement lorsque des modalités de conversion ou d'échange acceptables sont correctement intégrées à la structure de financement.

La section 6 a été étoffée pour traiter en détail des critères dont le BSIF tiendra compte pour examiner la proposition d'une entité fédérale en vue de constater, dans les fonds propres consolidés, un instrument inscrit dans une catégorie donnée de fonds propres par un organisme de réglementation étranger reconnu. L'annexe B a été ajoutée pour décrire les facteurs dont le BSIF tient compte pour évaluer les actions privilégiées d'une fiducie de placement immobilier émises par une filiale en propriété exclusive d'une banque étrangère réglementée.

La section 7 a été ajoutée pour indiquer la position du BSIF à l'égard des dispositions à indemnisation intégrale des instruments de fonds propres de catégorie 1.

La section 8 a été ajoutée pour traiter de la position du BSIF au sujet des débentures admissibles à titre d'instruments de fonds propres de catégorie 2A et des événements de défaut survenant uniquement après l'événement ayant donné lieu à la conversion en actions.

Ce préavis, qui remplace la version de décembre 2006, est entré en vigueur en juin 2007.

On trouvera la version intégrale de ce document sur le site Web du BSIF, au www.osfi-bsif.gc.ca

Entrée en vigueur du projet de loi C-25

Le 27 juin 2007, un décret édictant certaines modifications de la *Loi sur sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* (LRPCFAT) et du règlement pris en vertu de cette loi (le RRPCFAT) a paru dans la Gazette du Canada. Ces modifications décrivent d'importants changements apportés à la LRPCFAT et au RRPCFAT qui toucheront les régimes de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes (LRPC/FAT) des institutions financières fédérales.

Les modifications apportées à la réglementation, ainsi que l'expérience qu'il a acquise de l'évaluation de la gestion des risques de RPC/FAT et des mécanismes de contrôle de la conformité des institutions financières en la matière, ont incité le BSIF à revoir ses attentes envers les institutions financières fédérales à compter de maintenant.

La nouvelle réglementation représente un jalon important dans le cadre de l'élaboration du régime canadien de LRPC/FAT. Le BSIF tiendra compte de ces nouvelles mesures pour évaluer la conformité des programmes de LRPC/FAT et de gestion

des risques des institutions financières. Le BSIF s'attend à ce que les institutions financières vérifient s'il y a lieu de modifier leurs politiques et procédures pour répondre aux nouvelles exigences. Dans le cadre de son évaluation des régimes de conformité et de gestion des risques des institutions financières, le BSIF vérifiera les plans d'action et les échéanciers établis en vue de respecter les nouvelles normes.

La LRPCFAT encadre les régimes de LRPC/FAT des institutions financières. Toutefois, bon nombre des modifications de la LRPCFAT et du RRPCFAT sont conçues pour permettre aux institutions d'appliquer une approche axée sur les risques afin de mettre en œuvre leurs programmes de LRPC/FAT. Les institutions financières peuvent donc exercer un sens des affaires raisonnable en ce qui touche le risque de RPC/FAT auquel elles sont exposées, et mobiliser les ressources qui s'imposent afin que les risques plus élevés soient suffisamment atténués.

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, s'adresser à la Division de la conformité du BSIF.

L'actuaire en chef du Canada annonce la constitution d'un comité d'examen par des pairs

Le 6 septembre 2007, le Bureau de l'actuaire en chef (BAC) annonçait la constitution d'un comité d'actuaires chargé d'examiner le 23^e *Rapport actuariel sur le Régime de pensions du Canada* (RPC).

Produit tous les trois ans, ce rapport actuariel compte parmi les documents sur lesquels le ministre fédéral des Finances et des homologues provinciaux s'appuient pour examiner le Régime de pensions du Canada et formuler des recommandations à son sujet. Depuis janvier 1999, il est soumis à l'examen d'un comité externe formé de pairs.

Les membres de ce comité sont tous très actifs au sein de l'Institut canadien des actuaires (ICA) et sont titulaires de la désignation de Fellow. Le comité se compose de monsieur Mark Campbell, membre du Conseil des normes actuarielles de l'ICA, qui a déjà participé à un examen antérieur du rapport et présidera le comité, de monsieur Patrick F. Flanagan, membre du Conseil d'administration de l'ICA et de monsieur Thomas D. Levy, vice-président de la Direction de la pratique actuarielle (normes) de l'ICA. Ils possèdent tous une vaste expérience de l'évaluation actuarielle de régimes de retraite.

Le rapport devrait être déposé au Parlement d'ici la fin de l'année. Le comité aura ensuite trois mois pour effectuer son examen et soumettre son rapport.

La version intégrale de ce communiqué se trouve sur le site Web du BSIF, au www.osfi-bsif.gc.ca

AVIS AUX
ABONNÉS



Pour être informé de la parution de documents susceptibles de vous intéresser, il suffit de vous inscrire sur notre liste d'envoi la prochaine fois que vous consulterez notre site Web.

Cochez les domaines qui vous intéressent et, lorsqu'un document correspondant sera affiché, nous vous enverrons un avis par courriel assorti du lien pertinent.

Le Pilier

Le *Pilier* est une publication de la Division des communications et des affaires publiques du Bureau du surintendant des institutions financières Canada.

Vous pouvez vous abonner gratuitement ou nous faire part de vos observations par courriel à l'adresse suivante : lepilier@osfi-bsif.gc.ca



255, rue Albert
Ottawa (Ontario) K1A 0H2